

Ce CDEN se tient après la tenue des élections départementales qui ont été prétexte à repousser les opérations de carte scolaire, soumettant le temps scolaire au tempo politique, ce que la FSU continue de dénoncer.

Deux éléments caractérisent ces élections : l'abstention extrêmement forte et la montée régulière des idées d'extrême droite, avec un FN qui s'installe comme troisième force politique au point que ce parti promoteur d'idées xénophobes et racistes a vu l'élection de 4 conseillers départementaux. Pour la FSU, le front national est un parti qui sape les fondements de notre modèle social et n'apporte pas de réponses aux attentes légitimes concernant l'emploi, les salaires, la retraite, les services publics, la protection sociale, les droits sociaux, la justice fiscale... Et nous le rappelons, un parti profondément réactionnaire qui vient de voter contre le droit à l'avortement au parlement européen et de s'opposer aux préconisations exigeant l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Contre ces idées, il faut porter l'exigence d'une autre politique économique et sociale, construire pour redonner des repères collectifs et permettre le vivre ensemble. Sur ces bases, la FSU avec la CGT, FO et Solidaires a appelé les personnels à la grève et à manifester ce 9 avril.

Dans ce contexte qui place le pays devant un choix de société, l'école est souvent citée comme recours, voire pointée du doigt et fait l'objet d'effets d'annonces multiples. Mais force est de constater que dans nos écoles primaires, alors que le nombre d'élèves par classe est toujours l'un des plus élevés d'Europe et que plus de 25 000 postes ont été supprimés entre 2007 et 2012, ce sont seulement 2511 emplois supplémentaires d'enseignant des écoles vont être créés à la rentrée 2015. Nous savons déjà que ces créations seront insuffisantes pour ouvrir de nouvelles classes partout où cela serait nécessaire mais aussi réduire leur taille pour permettre la réussite de tous les élèves. Comment vont se décliner ces 2511 emplois d'enseignant dans l'Oise ? Par la création de 35 emplois avec lesquels

- il va falloir absorber la hausse démographique (+198 élèves attendus à la rentrée 2015 mais ce sera sûrement plus) et donc ouvrir de nouvelles classes.
- il va falloir créer des postes de remplaçant dans les nouveaux réseaux d'éducation prioritaire (REP+) : 9 pour la rentrée 2015.

*Dans le cadre de cette nouvelle carte de l'éducation prioritaire, réalisée avec une enveloppe fermée, la FSU continue de dénoncer la sortie d'écoles et d'établissements de l'éducation prioritaire. Et alors que la Ministre a indiqué un maintien des moyens (d'indemnité et effectifs) Madame l'Inspectrice d'Académie persiste de vouloir supprimer certains postes qui y étaient rattachés comme ceux d'ESAP à Mouy et Crèvecœur le Grand sans proposer de solutions à l'ensemble des personnels concernés. Nous refusons ces suppressions de postes qui sont à l'encontre des annonces ministérielles.*

- il faudrait répondre aux priorités ministérielles en créant des postes de « plus de maîtres que de classes » ou encore ouvrir des classes de toute petite section. Cette année, les annonces départementales sont respectivement de 3 créations de « plus de maîtres que de classes » et 2 ouvertures de classes de toute petite section. Heureusement qu'il s'agit de priorités...
- il faudrait répondre à l'urgence des classes non-remplacées dans notre département en créant des postes de remplaçants car plus de 4000 journées depuis la rentrée c'est incompréhensible pour les familles, les élèves, l'école et les enseignants pour qui des stages de formation continue ont été annulés. Et la fusion des postes de brigade maladie et formation continue ne fait que déplacer le problème.
- il faudrait recréer les postes de RASED décimés par le quinquennat Sarkozy pour accompagner les enfants les plus en difficulté. Résultat : seulement deux créations et des postes supprimés comme à Beauvais ou Compiègne. Il y a nécessité de créer des postes de RASED et non de les supprimer.
- il faudrait créer des postes d'enseignants dans les SEGPA pour nos élèves en grande difficulté scolaire et non en supprimer 7 comme le prévoit l'inspectrice d'académie
- il faudrait implanter de nouveaux enseignants dans les établissements médico-sociaux pour accueillir les élèves et jeunes en situation de handicap. Si cette difficulté ne date pas d'aujourd'hui, il y a urgence pour ces familles quand l'attente pour entrer dans ces établissements et instituts atteint les trois ans ! C'est incompréhensible quand cette année en plus sont fêtés les 10 ans de la loi de 2005 sur le handicap.

Pour la FSU c'est très largement insuffisant. Preuve en est que le Rectorat d'Amiens anticipe déjà sur cette insuffisance de moyens en projetant de recruter massivement des contractuels enseignants dès la rentrée prochaine. Devra-t-on attendre de se retrouver dans la situation de nos collègues de Seine-Saint-Denis pour réagir ?

Aujourd'hui, pour la FSU Oise, les enseignants et les élèves de l'Oise payent la facture de l'austérité et des restrictions budgétaires alors qu'ils n'y sont pour rien : on ne compte plus les collègues qui souhaitent changer de département et qui après 4, 5, 6, 7 ou 8 ans ne le peuvent toujours pas, on ne compte plus les demandes de temps partiels ou de disponibilités refusées, la possibilité de mobilité et d'évolution toujours plus limitées.

A cela s'ajoute des salaires toujours aussi bas (des plus bas d'Europe) et la mise en place d'une réforme des rythmes scolaires ne répondant absolument pas aux enjeux. Une pseudo réforme qui territorialise encore plus une éducation qui devient de moins en moins nationale. Une réforme qui fatigue les élèves, surtout les plus jeunes, et qui dégrade toujours plus les conditions de travail de nos collègues. Pour toutes ces raisons nous demandons le retrait de ces textes et revendiquons une autre réforme des rythmes scolaires.

Et le prochain calendrier scolaire met en lumière le grand écart magistral réalisé par nos dirigeants qui disent prendre en compte les besoins de l'enfant en voulant réduire les journées des élèves

et qui dans le même temps imposent un calendrier où 12 semaines (un trimestre) de classe s'enchaîneront sans temps de repos ! Encore une fois, le lobby du tourisme a gagné alors qu'il n'y a que 8% des familles qui partent en vacance durant les congés d'hiver ou de printemps.

Nous assistons à l'occasion de la préparation de la rentrée 2015 à la programmation assumée et choisie de la disparition d'écoles entières de nos villes et de nos campagnes. Sur des justifications d'ordre financier, des collectivités territoriales tirent un trait sur le service public d'éducation. C'est ce qu'il se passe dans la commune d'Eragny-sur-Epte, où sans aucunes raisons, une école de deux classes va être rayée de la carte. Mais c'est ce qui se passe également dans beaucoup de projets de fusion d'écoles comme pour les écoles maternelle et élémentaire de Beauval et de l'Argillère à Senlis. La concertation nécessaire n'ayant pas eu lieu, la FSU demande le report de ces projets.

Dans le second degré, la réforme du collège qui se profile va fragiliser plus encore la structuration par discipline, puisque est prévu une modulation des horaires des disciplines avec une marge de 20%, et ce sans aucune certitude d'une amélioration notable pour les élèves. De plus, ce dispositif des EPI (encadrement pratiques interdisciplinaires) a déjà été essayé avec les IDD, qui ont fait la preuve de leur inefficacité, et ont, au bout du compte, occasionné la suppression des heures qui y étaient affectées... Pour la FSU, cette réforme met les établissements, les enseignants et les disciplines en concurrence, met à mal le cadrage national en donnant de plus en plus de poids aux hiérarchies intermédiaires et consacre une territorialisation de l'enseignement. Le risque est grand d'une école qui amplifie les inégalités sociales et territoriales, impuissante à combattre les inégalités scolaires. La mobilisation récente des assistants sociaux en grève le 2 avril pointe fort justement l'urgence de moyens conséquents pour lutter contre les inégalités à l'école.

Pour toutes ces raisons et bien d'autres, la FSU Oise ne participera pas à la réunion des « assises de la mobilisation de l'école et de ses partenaires pour les valeurs de la République » le 20 avril prochain.

Pour finir, la FSU Oise apporte son soutien aux écoles de Bresles, de Breteuil, de Noailles, de Milly-sur-Thérain, d'Ansauvillers, de La Chapelle aux Pots mobilisées et présent devant la préfecture de l'Oise et également aux écoles d'Attichy, Muirancourt, Carlepont, La Croix Saint Ouen, Formerie, Cuvilly mobilisés sur le terrain.